

MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

**DIRECTION NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE
L'INFORMATIQUE**

**Gouvernance, Démocratie et lutte
contre la pauvreté au Mali**

(Résultats de l'enquête 1-2-3, secteur informel menée par la DNSI en 2001)

Mahmoud Ali Sako, Coordinateur de l'enquête 1-2-3 au Mali.
DNSI. BP :12, tel : 222 24 55 /678 02 74
Email : sakomahmoud@yahoo.fr

Juin 2004

SOMMAIRE

□ Liste de tableaux et des graphiques	3
□ Introduction	4
1. Gouvernance	
1.1. La corruption dans la gestion des affaires publiques	6
1.2.L’Etat de droit	7
1.3.L’accès aux services publics	8
1.4.Politique économique et environnement des affaires	11
2. Démocratie	
2.1.La légitimité de la représentation politique	13
2.2.Le régime politique	16
3. La lutte contre la pauvreté	18
□ Conclusions	24

Liste des tableaux

- Tableau N°1 : Evolution du niveau de corruption au Mali
- Tableau N°2 : Tranche de paiement pour corrompre dans l'Administration
- Tableau N°3 : Respect des droits de l'homme
- Tableau N°4 : Les problèmes essentiels de l'Administration malienne
- Tableau N°5 : Fonctionnement des services publics depuis un an
- Tableau N°6 : Recouvrement des coûts dans les structures sociales
- Tableau N°7 : Type d'école souhaité par sexe et par quintile
- Tableau N°8 : Nature et efficacité des institutions républicaines
- Tableau N°9 : Rôle de l'Etat dans la gestion des affaires économiques
- Tableau N°10 : Participation électorale des citoyens
- Tableau N°11 : Intérêt pour la politique
- Tableau N°12 : Participation des citoyens aux mouvements politiques
- Tableau N°13 : Connaissance et activité politique de la population
- Tableau N°14 : Démocratie au Mali depuis les années 1990
- Tableau N°15 : Appréciation et fonctionnement de la démocratie
- Tableau N°16 : La décentralisation pour les Bamakois
- Tableau N°17 : Déterminant de la pauvreté et satisfaction des besoins
- Tableau N°18 : Répartition des ménages selon la situation financière
- Tableau N°19 : Conditions de vie des ménages de Bamako en 2001
- Tableau N°20 : Priorités des populations au cours des dix prochaines années

Liste des Graphiques

- Graphique N°1 : Population victime personnellement de la corruption par sexe
- Graphique N°2 : Population victime personnellement de la corruption par quintile
- Graphique N°3 : Importance et respect des principes démocratiques
- Graphique N°4 : Confiance aux institutions de la république
- Graphique N°5 : Part de la population ayant constatée des progrès dans les services publics
- Graphique N°6 : Impact de certains phénomènes sur le développement
- Graphique N°7 : Les politiques mises en œuvre contribuent actuellement à réduire la pauvreté
- Graphique N°8 : Classe de pauvreté à Bamako
- Graphique N°9 : Opinion sur la classe politique
- Graphique N°10 : Compréhension et activité politique selon le niveau de formation
- Graphique N°11 : Les méfaits de la démocratie
- Graphique N°12 : Type de gouvernement souhaité par sexe
- Graphique N°13 : Type de gouvernement souhaité par quintile
- Graphique N°14 : Niveau de satisfaction des besoins fondamentaux
- Graphique N°15 : Personnes ressources en cas de difficulté

INTRODUCTION

Le présent rapport sur la Gouvernance et la Démocratie a été rédigé spécialement pour les besoins de l'Atelier national sur la « *Gouvernance, démocratie et lutte contre la pauvreté au Mali* ». Ce rapport donne les résultats du module Gouvernance et démocratie de l'Enquête 1-2-3 menée par la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique à Bamako entre 2001 et 2002. Le présent rapport a pour objet d'analyser certains indicateurs sur l'état de la Gouvernance et de la démocratie au Mali. Il s'agit d'une première tentative dans le genre, dans l'arsenal des enquêtes menées par la DNSI.

Rappelons que l'Enquête sur la gouvernance et la démocratie s'inscrit dans le cadre d'un paquet d'enquêtes exécuté en trois phases. **La première phase** de ce dispositif est une enquête sur l'emploi, le chômage et les conditions d'activité des membres des ménages. **La deuxième phase** consiste à réaliser une enquête spécifique auprès des chefs des unités de production informelles sur leurs conditions d'activité, leurs performances économiques, le mode d'insertion dans le tissu productif et leurs perspectives. Enfin, **la troisième phase** est une enquête sur la consommation des ménages. Elle vise à estimer le niveau de vie des ménages, à mesurer le poids des secteurs formel et informel dans leurs consommations, et à analyser les déterminants du choix des différents lieux d'achat.

La série d'enquêtes dite « Enquête 1-2-3 » en plus de ces trois principaux thèmes, comportait deux modules complémentaires :

- Le module « **Gouvernance et Démocratie** » ;
- Le module « **Différentes dimensions de la pauvreté** » .

Ce rapport présente les résultats de ces deux modules rattachés à la première phase. Il s'agit d'enquêtes d'opinion. A cet effet, nous avons restitué le plus fidèlement possible les opinions exprimées par les citoyens de la capitale malienne en 2001. Les analyses qui en résultent n'engagent que l'auteur de ce rapport et ne sauraient de ce fait, exprimer les points de vue de la Direction Nationale de la Statistique et de l'informatique.

Les modules Gouvernance et Démocratie et celui de la Pauvreté ont été renseignés auprès de toute la population de 18 ans et plus de la ville de Bamako, retrouvée dans les ménages échantillons de la phase 1 de l'Enquête 1-2-3 (enquête emploi). Les opérations de collecte ont eu lieu sur le terrain entre octobre et novembre 2001. Près de 4.400 personnes ont été enquêtées dans les 2.400 ménages échantillons de la ville de Bamako. Les mois de janvier et février 2002 ont été consacrés à la saisie des données, tandis que l'apurement des fichiers et l'analyse des premiers résultats ont été réalisés entre janvier et août 2003. Le retard dans la publication des résultats est lié à la priorité donnée au traitement des principaux modules de l'enquête¹.

L'interprétation des résultats dans le contexte temporel est sans conteste primordiale pour comprendre les opinions exprimés lors de cette enquête. Le Mali est entré dans l'ère de la démocratie avec l'avènement du multipartisme survenu après la révolution populaire de mars

¹ Une présentation des résultats provisoires du module avait été effectuée lors de la Journée de la statistique en novembre 2003.

1991. L'enquête de la DNSI intervint en fin 2001, à la fin du deuxième mandat de la première République démocratique. Cette première décennie de démocratie est une période préliminaire et d'apprentissage démocratique tant pour le pouvoir que par le peuple. Il en résulte que les approximations constatées dans la mise œuvre de cette démocratie ont suscité assez souvent des inquiétudes, voire des déceptions affectant du coup le jugement de la population.

L'enquête 1-2-3 a été initiée par l'UEMOA à travers le projet PARSTAT², sur financement de l'Union Européenne. En finançant cette opération, l'UE a montré une fois de plus sa disponibilité à aider nos Etats à une meilleure connaissance quantitative de leurs réalités socio-économiques, condition nécessaire à l'élaboration de politiques de développement pertinentes. C'est pourquoi nous lui témoignons toute notre gratitude et lui adressons nos vifs remerciements.

Nos remerciements s'adressent également à AFRISTAT et à DIAL dont les experts n'ont ménagé aucun effort en apportant une assistance technique à l'équipe nationale d'enquête.

Par la même occasion, nous tenons à féliciter les enquêteurs et les superviseurs nationaux qui ont travaillé dans des conditions parfois difficiles. Enfin, tous nos sincères remerciements s'adressent à la population de Bamako pour sa disponibilité et sa bonne compréhension de l'intérêt d'une telle étude.

² PARSTAT : programme d'appui pour le renforcement de la statistique.

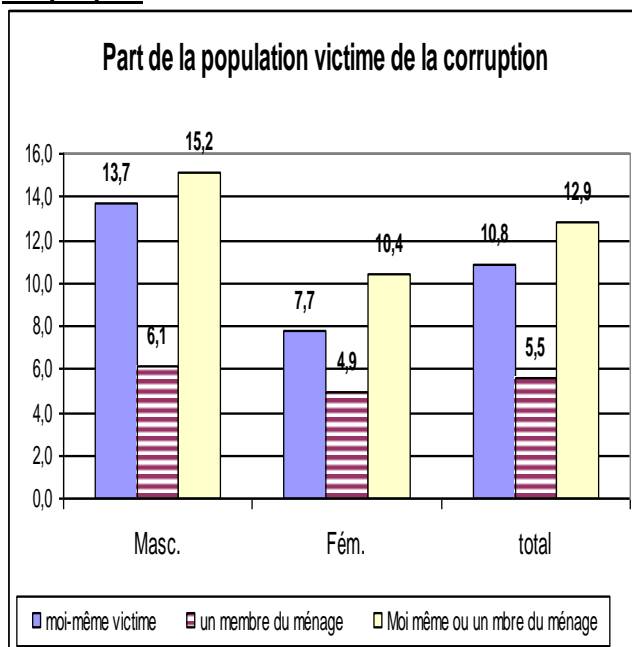
1. GOUVERNANCE

1.1. LA CORRUPTION DANS LA GESTION DES AFFAIRES PUBLIQUES

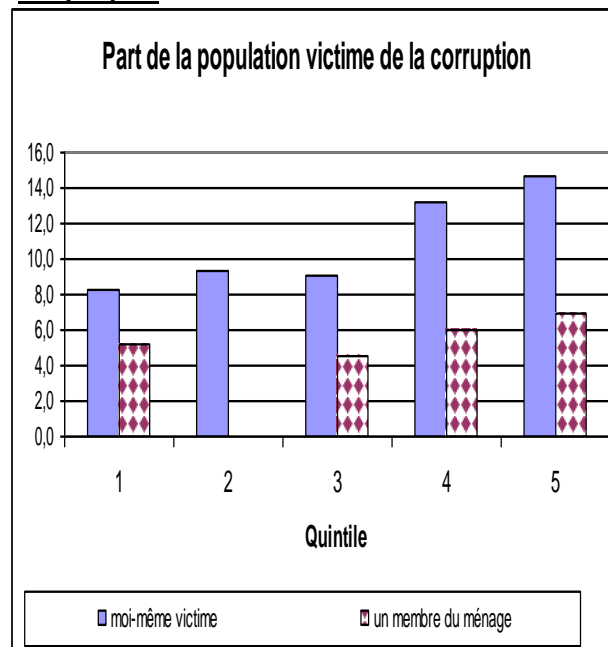
La corruption se définit par l'action de soudoyer quelqu'un pour qu'il agisse autrement que par devoir. Plus du tiers des habitants de Bamako déclarent n'avoir pas eu de contact avec l'Administration en 2001. Pourtant, la grande majorité, soit **89%** pense que la corruption est un problème majeur dans notre société.

La sensibilité du phénomène de la corruption accentue sa portée. En fait, moins de 11% en ont été victimes personnellement. A cela s'ajoutent un peu plus 5% des enquêtés dont au moins un membre de la famille a été frappé par le phénomène. En définitive, **c'est à 13% de la population de Bamako, qui a été effectivement victime de la corruption directement ou indirectement en 2001.**

Graphique : N°1



Graphique : N°2



La population considère que le phénomène a tendance à s'accroître tant au niveau de la petite corruption, qu'au niveau de la corruption de haut niveau. **Plus des trois quarts** des habitants de la capitale sont convaincus qu'aucune amélioration de la situation n'a été constatée au cours de l'année 2001. Près de la moitié pense d'ailleurs que le phénomène s'est aggravé au cours de l'année. Notons que des jugements similaires sont portés par les citoyens sur la petite corruption et sur la corruption au sommet et le tableau suivant indique que le phénomène tend à s'aggraver en fonction du niveau de revenu des enquêtés.

Les services qui sont particulièrement affectés par ce phénomène sont ceux de la police, de la justice, des services fiscaux, de l'école et des services de santé. Les habitants ont recours à la corruption quand ils sont en fautes (circulation routière, non respect des procédures administratives) ou pour demander des faveurs sur des délais de traitement de certains dossiers administratifs.

Tableau N°1 : Evolution du niveau de corruption au Mali

	Sexe			Quintile				
	Masculin	Féminin	Total	1	2	3	4	5
La corruption au quotidien								
en hausse	49,8	46,9	48,4	47,6	36,7	48,2	48,7	49,6
en baisse	20,8	21,2	21	21,2	26,7	20,3	21,4	21,3
hausse- baisse	29	25,7	27,4	26,4	10	27,9	27,3	28,3
La corruption au sommet								
en hausse	49,7	46,7	48,3	49,5	43,3	45,4	48,8	48,1
en baisse	21	21,7	21,3	20,5	23,3	21,9	22,9	21,3
hausse- baisse	28,7	25	27	29	20	23,5	25,9	26,8

Tableau N°2 : Tranches de paiement pour corrompre dans l'Administration

	Masculin	Féminin	Ensemble
de 0 à 10.000F.CFA	38,3	49,2	42,2
de 11.000 à 22.000 F.CFA	15,8	13,8	15,1
de 23.000à 100.000 F.CFA	30,0	27,7	29,2
de 101.000 à 500.000 F.CFA	9,2	6,2	8,1
plus de 500.000 F.CFA	6,7	3,1	5,4
Total	100	100	100

Les montants débloqués sont assez importants. Si 42% des paiements sont inférieurs à 10.000 francs CFA, il n'en demeure pas moins que près de 43% des sommes débloquées dépassent le SMIG malien³ et 13% des sommes débloquées sont supérieures à 100.000 francs CFA. Il y a lieu de penser que ces montants élevés sont destinés généralement aux cadres haut placés (corruption au sommet).

En résumé, la corruption est considérée par neuf habitants sur dix à Bamako comme un problème majeur dans notre société. 13% des habitants ont été frappés par le phénomène directement ou indirectement en 2001 et 43% des paiements effectués dépassaient le SMIG.

1.2.L'ETAT DE DROIT

Près de trois quarts des habitants trouvent que les citoyens ne sont pas égaux devant la loi et près des deux tiers pensent que les élections ne sont pas libres et transparentes. Les autres principes sont respectés pour la majorité de la population de la capitale.

L'analyse par revenu montre que plus les habitants sont nantis, plus ils sont exigeants en matière de respect des droits de l'homme. L'égalité devant la loi et la participation aux élections sont les domaines où les progrès sont les moins sensibles aux yeux de la population.

Le respect des autres principes est généralement constaté .

³ Le SMIG malien était estimé à 22.000 francs CFA en 2001.

Graphique : N°3

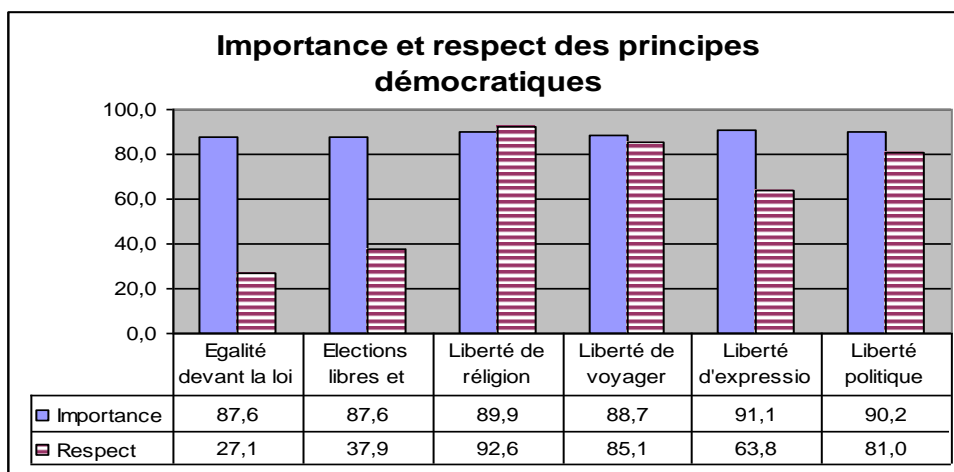


Tableau N°3 : Respect des droits de l'homme

	Sexe			Quintile de revenu				
	Masc.	Fém.	Total	1	2	3	4	5
Oui, très bien	14,6	13,7	14,2	14,8	21,9	14,0	12,7	14,9
Oui, plutôt bien	38,8	40,5	39,6	39,6	46,9	39,7	37,6	41,2
Non, pas vraiment	27,2	28,9	28,1	27,2	18,8	28,2	30,7	27,4
Non, pas du tout	19,3	16,8	18,1	18,4	12,5	18,2	19,0	16,5

Dans l'ensemble, les habitants sont partagés sur le sujet du respect des droits de l'homme au Mali, même si une légère majorité se dégagent pour ceux qui sont positifs. Les populations dénoncent surtout le *manque d'égalité devant la loi* (73%) et le *manque de liberté et de transparence dans les élections* (62%).

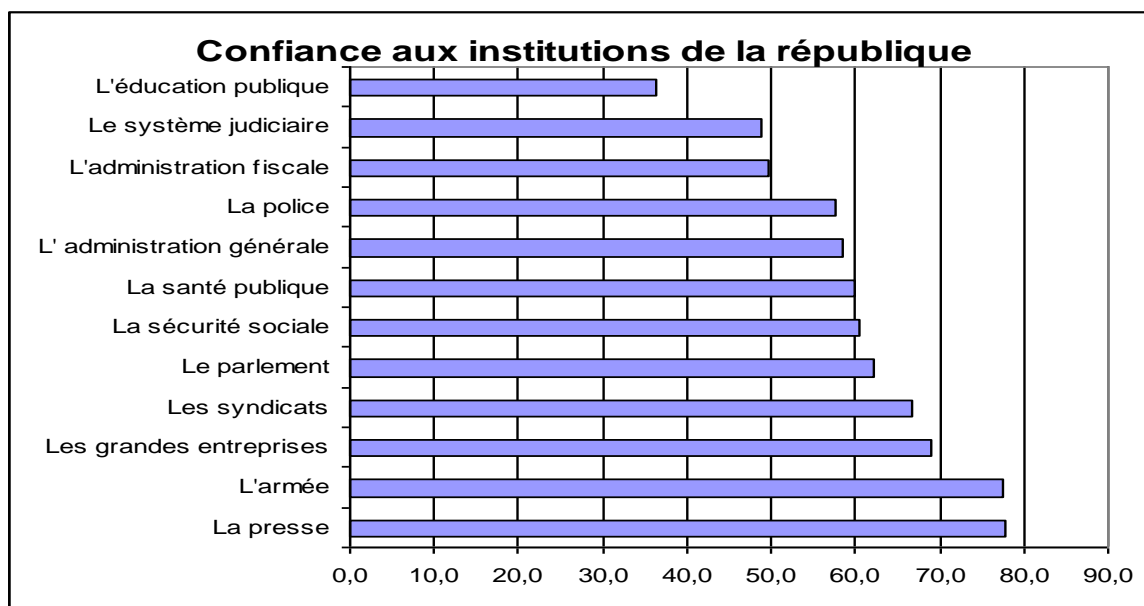
1.3. L'ACCES AUX SERVICES PUBLICS :

A Bamako, 55% de la population trouvent que l'Administration publique fonctionne bien, dont 13% sont totalement satisfaits. Sur les 45% qui désapprouvent le fonctionnement de cette administration, 17% trouvent qu'elle ne fonctionne pas du tout.

L'administration se compose essentiellement de structures et d'organismes publics qui sont souvent dotés de pouvoirs régaliens (administration générale, armée, police, justice, etc.). D'autres assurent les fonctions d'intérêt public pour le bien de l'ensemble de la population (presse, éducation, santé, etc.). La confiance des populations aux institutions étatiques ne reflète pourtant pas cette classification. Il apparaît que l'armée, la presse, les grandes entreprises et les syndicats sont les institutions qui inspirent le plus confiance aux Bamakois. Par contre, le système éducatif malien, la justice et l'administration fiscale sont appréciés négativement par la population de la capitale. Près de deux tiers des habitants n'apprécient pas le fonctionnement de l'école malienne en raison de son faible rendement et du fléchissement du niveau scolaire. La Justice est taxée généralement de corrompue, et l'administration fiscale, d'injuste. Ces deux dernières institutions sont désapprouvées par plus de la moitié de la population.

Ainsi, malgré l'appréciation généralement positive des institutions républicaines, il s'avère que certaines structures souffrent d'un manque de crédibilité auprès de la population.

Graphique : N°4



Un des fait marquant de l'accès aux services publics est l'absentéisme. 61% de la population déclarent n'avoir pas effectué de démarche auprès de l'Administration en 2001. Pour celles ayant eu contact, **quatre personnes sur dix** ont dû attendre ou revenir pour avoir satisfaction en raison de l'absence de l'agent de l'Etat.

Parmi les grands problèmes de l'Administration malienne, on peut noter les maux dont souffrent généralement toutes les états non démocratiques: corruption, absentéisme, politisation, incompetence des cadres et réglementations inadaptées. Plus de deux tiers des enquêtés, accusent l'administration malienne de tous ces maux..

Tableau N°4 : Les problèmes essentiels de l'administration malienne

	Sexe			Quintile de revenu				
	Masc.	Fém.	Total	1	2	3	4	5
corruption	89,8	88,7	89,3	75,9	75,0	79,3	75,9	79,0
politisation	81	79,6	80,3	88,3	84,4	90,6	89,4	89,3
absentéisme	78,9	75,6	77,3	81,4	81,3	79,2	80,2	79,4
incompétence	69,9	69,8	69,8	69,9	78,1	70,3	69,2	69,5
réglementations inadaptées	68,4	66,6	67,5	67,2	71,9	66,4	67,7	68,6
autres	33,5	32,5	33	34,2	50,0	35,1	32,3	29,9

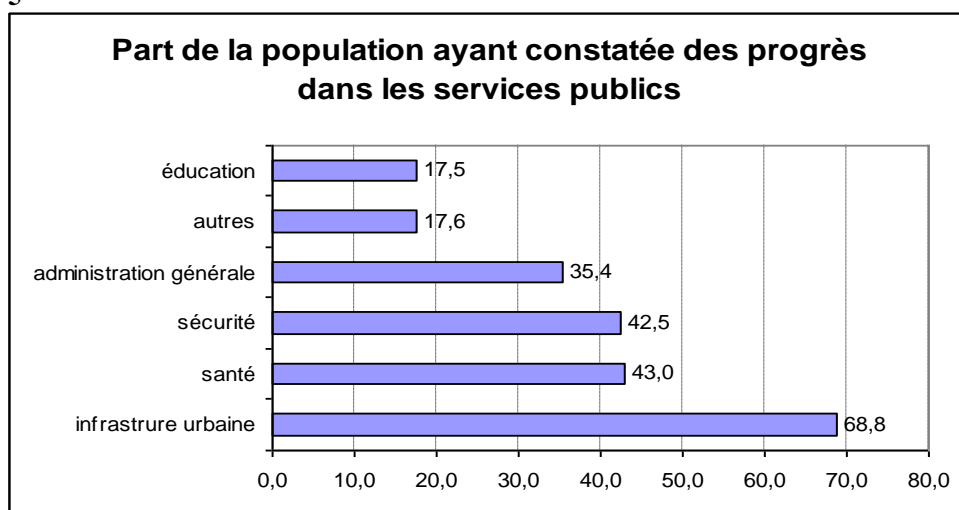
A propos de l'absentéisme, 61% des enquêtés déclarent n'avoir pas été concernés pendant la période référence. 22,6% ont trouvé l'agent de l'administration en place et 16,3% ont dû revenir. Si l'on s'en tient à ceux qui ont eu à faire avec l'administration, il apparaît que le phénomène est inquiétant dans la mesure où c'est près **de 42%** de la population qui ont porté absent les fonctionnaires de l'Etat et se sont vus contraints de revenir pour au moins une autre fois. 40% d'entre eux sont même revenus plus de trois fois pour pouvoir avoir satisfaction.

Tableau N°5 : Fonctionnement des services publics depuis un an

	Sexe			Quintile de revenu				
	Masc.	Fém.	Total	1	2	3	4	5
Trouvé responsable au bureau								
Oui	27,2	17,7	22,6	19,7	16,1	18,7	22,0	33,0
Non, j'ai dû attendre - revenir	20,2	12,1	16,3	13,8	6,5	13,0	17,1	23,4
pas de démarches	52,6	70,2	61	66,5	77,4	68,3	60,9	43,6
Nombre de fonctionnaires								
trop élevé	9,1	9,5	9,3	9,5	9,4	9,0	9,9	8,6
normal	22,9	27,8	25,3	25,1	21,9	30,3	25,5	20,8
trop faible	68	62,6	65,4	65,4	68,8	60,7	64,6	70,6
Mode de paiement des fonctionnaires								
mieux payé	6,6	8,1	7,3	6,5	15,6	9,6	8,3	5,3
payé pareil	17,9	19,8	18,8	17,8	15,6	20,7	19,7	18,0
pas assez payé	75,5	72	73,8	75,6	68,8	69,6	72,0	76,7
Salaire au mérite								
oui	90,1	90,9	90,5	90,7	84,4	91,2	90,6	89,7
Sanctionner								
oui	84,6	84,9	84,7	84,0	75,0	85,1	85,8	84,7

Pour expliquer les raisons de l'ampleur du phénomène, les enquêtés trouvent que les fonctionnaires sont en nombre insuffisant et qu'ils sont mal payés. Près **de deux tiers** des habitants de la capitale interrogés trouvent que l'effectif des fonctionnaires est insuffisant et près **de trois quarts** des enquêtés trouvent que leur niveau de salaire est bas en comparaison des travailleurs des autres secteurs à travail égal.

Graphique : N°5



Autant la population soutient une rémunération au mérite, autant elle exige des mesures disciplinaires contre les mauvais agents. 84,7% des habitants de la capitale sont favorables à l'application de sanctions aux agents défaillants et 90,5% encouragent les traitements au mérite.

En fin 2001, la 3^{ème} République a mis en œuvre un vaste programme de construction de routes et des infrastructures urbaines de base qui ont remarquablement changé le cadre de vie des populations. Ce programme a été bonifié avec l'organisation de la coupe d'Afrique des

Nations 2002, dont les travaux préparatoires ont permis de moderniser plusieurs axes routiers, de construire les « villages CAN », les stades de football et de renforcer le système de communication. Ce contexte explique en partie la satisfaction des populations par rapport aux infrastructures urbaines en 2001.

Plus de deux tiers des Bamakois reconnaissent une amélioration à ce niveau en 2001. La population trouve qu'au niveau des autres structures, la situation s'est dégradée ou maintenue depuis un an. Au niveau de la santé, seuls 43% de la population trouvent qu'il y a amélioration de la situation en 2001. Ailleurs, les jugements sont encore plus sévères.

L'éducation, est la structure qui semble avoir effectué le moins de progrès. Seuls 17,5% des enquêtés trouvent qu'elle a enregistré une amélioration en 2001, contre 62%, qui trouvent que la situation s'est plutôt dégradée depuis un an.

Tableau N°6 : Recouvrement des coûts dans les structures sociales

% opinion favorable	Sexe			Quintile de revenu				
	Masc.	Fém.	Total	1	2	3	4	5
Recouvrement services de santé	66,0	66,2	66,1	65,4	65,6	65,9	64,5	68,6
Recouvrement éducation	59,2	59,1	59,2	57,6	62,5	59,6	58,9	61,5

Pour pallier aux insuffisance des services sociaux, la population est favorable au système de recouvrement des coûts (partiel ou total). **59% sont favorables à la prise en charge de leurs enfants à l'école, contre 69% pour la santé.**

Au niveau de l'éducation, 51% de la population sont favorables à la coexistence de l'école publique et privée et 7% des habitants réclament même le retrait total de l'Etat du système scolaire.

L'éducation, est la structure qui semble avoir effectué le moins de progrès. Seuls 17,5% des enquêtés trouvent qu'elle a enregistré une amélioration en 2001, contre 62%, qui trouvent que la situation s'est plutôt dégradée depuis un an.

Tableau N°7 : Type d'école souhaité

	Sexe			Quintile de revenu				
	Masc.	Fém.	Total	1	2	3	4	5
Ecole publique	41	42,8	41,8	40,3	34,4	46,1	44,7	37,8
Ecole publique et privée	50,5	51,2	50,9	51,0	65,6	48,5	48,5	54,7
Retrait total de l'état	8,5	6	7,3	8,7	0,0	5,4	6,8	7,5

En résumé, 55% de la population de la capitale sont satisfaits du fonctionnement de l'administration malienne, qui reste marquée par la corruption (89%) et par l'absentéisme (80%). Autant la population dénonce ces tares de notre administration, autant elle reconnaît la faiblesse de l'effectif (65%) et du niveau de rémunération des agents (74%).

1.4. POLITIQUE ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

La population en majorité, trouve que le Gouvernement est compétent. Elle trouve cependant que celui-ci n'a pas la volonté suffisante pour les réformes annoncées et que les institutions sont peu adaptées au contexte actuel. Le manque de volonté politique des dirigeants apparaît

ainsi comme le frein majeur à l'essor économique. Il n'entame en rien pourtant l'appréciation des populations sur les orientations de politiques économiques.

Tableau N°8 : Nature et efficacité des institutions républicaines

	Sexe			Quintile de revenu				
	Masc.	Fém.	Total	1	2	3	4	5
Le gouvernement est compétant	58,9	62,6	60,7	61,5	71,9	62,4	59,5	58,6
Le Gouvernement a la volonté de reforme	49,1	51,6	50,3	50,5	62,5	51,0	49,8	49,5
Les institutions sont adaptées au contexte	54,9	56	55,4	56,2	61,3	56,8	55,6	52,3

En effet, près de **55% des Bamakois** sont favorables à la mise en place d'un «Etat libéral ». Ces populations sont pourtant favorables à un Etat qui s'implique dans la gestion des affaires économiques. Cette intervention de l'Etat dans les affaires économiques est réclamée par **61%** de la population. Mieux que cela, 34,5% de la population sont systématiquement contre les privatisations et 51,4% réclament le maintien de quelques entreprises publiques.

Tableau N°9 : Rôle de l'Etat dans gestion des affaires économiques

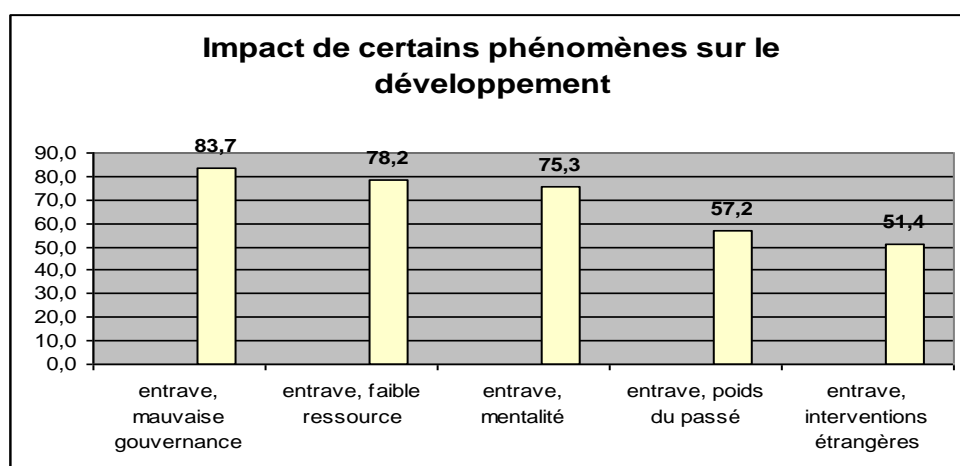
	Sexe			Quintile de revenu				
	Masc.	Fém.	Total	1	2	3	4	5
Implication de l'Etat dans la gestion économique	58,2	64,4	61,2	61,5	62,5	62,9	60,7	59,7
Type d'économie								
libérale	55,9	53,8	54,9	54,5	37,5	55,3	56,5	54,0
administrée	44,1	46,2	45,1	45,5	62,5	44,7	43,5	46,0
Privatisation des entreprises								
de toutes les entreprises	16,0	11,9	14,0	13,5	15,6	13,2	12,9	16,8
de certaines entreprises	52,9	49,8	51,4	52,2	62,5	50,7	48,0	54,6
aucune privatisation	31,0	38,3	34,5	34,3	21,9	36,1	39,1	28,6
Transparence politique								
suffisamment d'informations	18,6	19,6	19,0	17,4	32,3	22,4	17,9	19,6
pas assez d'informations	50,5	49,5	50,0	52,7	38,7	44,3	51,5	49,5
trop peu d'informations	31,0	31,0	31,0	29,9	29,0	33,4	30,6	30,9
Orientation politique claire	38,9	39,1	39,0	37,6	48,4	41,7	39,7	38,2
Politique tient compte des aspirations des populations	57,6	62,5	59,6	62,4	51,6	58,3	60,3	61,8

Ces opinions qui sont quelque peu contradictoires résultent en fait des lacunes constatées dans la mise en œuvre de la politique libérale au Mali. Le manque de transparence et/ou la sous information dans les processus de privatisation sont dénoncés par plus de 81% des enquêtés. 61% de la population observent un manque de crédibilité et de clarté dans les orientations politique et 65% trouvent que les actions entreprises par l'Etat ne répondent pas à leurs aspirations. Ces faiblesses qui faussent les règles du jeu du libéralisme expliquent le sentiment mitigé des populations sur le rôle de l'Etat dans le Mali libéral.

D'une manière générale, les principaux facteurs qui entravent le développement économique du pays sont : la mauvaise gouvernance (83,7%), la faiblesse des ressources naturelles du pays (78,2%) et les mentalités ou comportements des populations (75,3%).

Cela témoigne une foi de plus de tout l'intérêt des populations à la bonne gestion des affaires publiques. Le poids du passé et les interventions étrangères semblent avoir des impacts limités au regard de ces trois principaux facteurs.

Graphique : N°6



En résumé, même si 60% des répondants reconnaissent la compétence du gouvernement, 81 % d'entre eux se plaignent de son manque de transparence dans la gestion des affaires économiques et les deux tiers de son absence de prise en compte des aspirations de la population. Plus généralement, la mauvaise gouvernance est considérée de loin comme le principal obstacle au développement économique du pays

2. DEMOCRATIE

La démocratie se définit assez souvent par la formule célèbre du « pouvoir du peuple, par le peuple et pour le peuple ». Pour que le peuple exerce son pouvoir, il a besoin d'un certain pouvoir. Ce pouvoir s'exerce à travers ses représentants librement choisis. La démocratie devrait permettre aux représentants de toutes les couches de la population, de toutes les sensibilités politiques de parler, de décider et d'agir en leurs noms. A partir de la forme de représentation du peuple et des rapports qui régissent les organes de l'Etat, on reconnaît la nature du régime en place.

2.1. LA LEGITIMITE DE LA REPRESENTATION POLITIQUE

L'enquête DNSI n'a pas demandé explicitement l'avis de la population sur la légitimité de la représentation politique des institutions de la République. Toutefois, elle s'est intéressée à la participation des citoyens aux activités politiques. Les résultats sont relativement contradictoires selon les variables considérées.

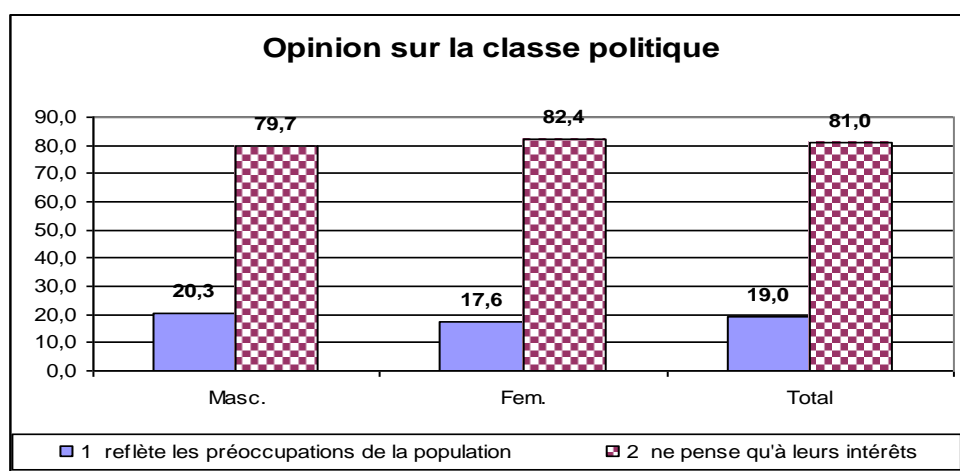
Tableau N°10 : Participation électorale des citoyens

	Sexe			Quintile				
	Masc.	Fém.	Total	1	2	3	4	5
Participation aux élections de mai 1997								
Oui	53,5	46,5	50,1	43,9	43,8	46,3	52	62,4
Si non participation aux élections, pourquoi?								
Non inscrit sur les listes électorales	33,4	39,4	36,5	41,7	22,2	40,3	30	25
Voter ne sert jamais à rien	22	25,1	23,6	54	70	59,9	54,6	46,6
Pas de candidat représentant vos aspirations	25	15,2	19,9	46	30	40,1	45,4	53,4
Autres raisons	19,6	20,2	19,9	19,4	22,2	19,6	21,9	19,5

L'intérêt de la population à l'égard de la politique se mesure d'abord par le degré de militantisme. Près de 36% des habitants de la capitale déclaraient militer dans un parti politique, ce qui constitue un pourcentage élevé d'une manière générale et particulièrement en Afrique. En sens inverse, malgré les efforts de sensibilisation des partis politiques et de l'Administration, près de la moitié des citoyens (49,9%) n'ont pas voté aux présidentielles de 1997. Cette situation s'explique au fait par des raisons indépendantes de la volonté des citoyens.

Ainsi, parmi les raisons évoquées, on peut noter que plus du tiers de la population de la capitale n'était pas inscrite sur les listes électorales. 42% de ceux qui n'ont pas voté pensent que « voter ne sert à rien », ou que « les candidats présentés ne répondent pas à leurs aspirations ».

Graphique : N°7



D'une manière générale, les Maliens ne s'intéressent pas trop à la politique dans la mesure où ils pensent dans leur écrasante majorité que les politiciens pensent d'abord à leurs intérêts personnels.

Bamako, la capitale, qui recouvre une bonne partie de l'intelligentsia, donne une image peu reluisante en la matière. Près de la moitié de la population (58%), ne s'intéresse guère à la politique. Les hommes s'intéressent nettement plus à la politique que les femmes.

Tableau N°11: Intérêt pour la politique

	Sexe			Quintile de revenu				
	Masc.	Fém.	Total	1	2	3	4	5
Oui, très bien	14,5	8,5	11,6	11,5	3,1	10,0	10,8	14,3
Oui, plutôt bien	33,1	26,8	30	27,9	40,6	29,7	30,9	32,9
Non, pas vraiment	28,6	35,1	31,7	34,1	15,6	30,7	32,3	29,0
Non, pas du tout	23,9	29,6	26,6	26,5	40,6	29,6	26,0	23,8

Et pourtant plus de la moitié de la population *parle politique avec leurs proches*. Cet intérêt se limite aux débats politiques. Trois quarts des habitants ne participent pas aux mouvements politiques, comme les meetings, les marches ou autres activités politiques. Il apparaît que les plus nantis sont les plus actifs tant au niveau des votes, que dans leur participation aux autres activités politiques.

Tableau N°12 : Participation des citoyens aux mouvements politiques

	Sexe			Quintile				
	Masc.	Fém.	Total	1	2	3	4	5
Parler politique avec ses proches	61,9	46,2	54,3	52,0	37,5	48,3	55,3	63,9
Participation aux mouvements politiques ou syndicaux	30,5	19,1	25	25,4	21,9	19,5	23,4	31,4
Compréhension de la notion de Gauche et Droite	32,6	19,8	26,5	25,2	16,1	21,1	23,7	37,3

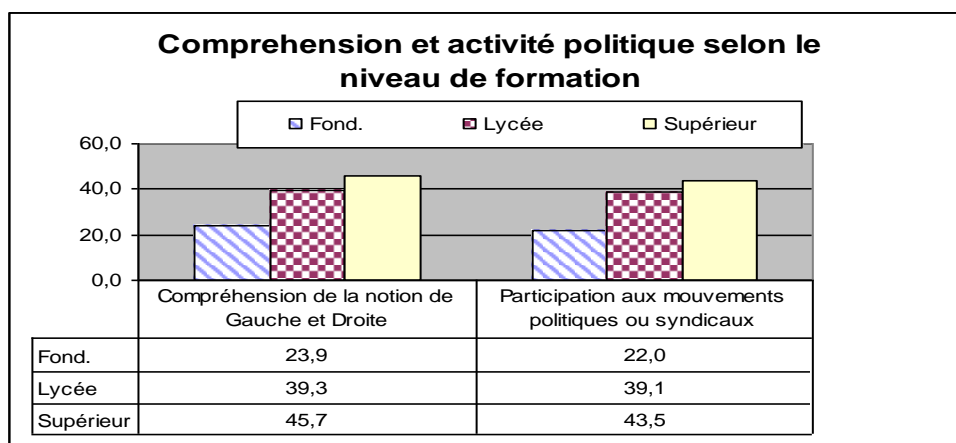
Le désintérêt de la population à la politique pourrait s'expliquer par son niveau de compréhension des concepts politiques. Près de deux citoyens sur trois ne comprennent pas les notions de « Gauche - Droite » en politique. Les femmes sont encore moins informées. 80% d'entre elles ignorent le sens de ces mots.

Tableau N°13 : Connaissance et activité politique de la population

	Masculin	Féminin	Ensemble
Classe d'appartenance politique			
Très à gauche	10,1	8,1	9,2
A gauche	16,7	14,2	15,5
Un peu à gauche	23,5	25,3	24,3
Un peu à droite	25,4	30,7	27,8
A droite	15,7	14,7	15,3
Très à droite	8,6	7,1	7,9
Total	100	100	100

Pour les 26,5% qui déclarent comprendre ses notions, 49% se classent à Gauche, dont 50,3% chez les hommes et 47,5% chez les femmes .

Il apparaît que presque tous les indicateurs sont fonction du niveau d'instruction. L'écart est surtout manifeste dans la compréhension des notions de « Droite Gauche » et dans les participations aux mouvements sociaux (pétitions, grèves, manifestations). Notons que plus de la moitié des habitants ayant le niveau supérieur ne comprend pas le sens des mots « droite » et « gauche ». Cela est plus surprenant que révélateur du niveau de culture général de l'intelligentsia.

Graphique : N°8

Ainsi, 46% de la population ayant le niveau supérieur comprend le sens du mot « droite gauche » contre 24% seulement de ceux qui ont le niveau du fondamental. De même, si 22% seulement de la population peu instruite ont déjà participé à un mouvement politique, ce taux

atteint 39% chez la population ayant le niveau du lycée et 44% parmi celle ayant le niveau supérieur.

En résumé, 36%, des habitants de la ville de Bamako militent dans un parti politique. Moins de la moitié de la population ont voté aux élections présidentielles de 1997 en raison essentiellement de leur non n'inscription sur les listes électorales. Notons enfin, que les habitants de la capitale et particulièrement les femmes ont une compréhension limitée des principales notions politiques.

2.2. LE REGIME POLITIQUE

L'avènement de la démocratie au Mali date de mars 1991, après la chute du régime de Moussa Traoré. Le pouvoir de transition a permis l'instauration du multipartisme. Dix ans après la révolution populaire pour l'instauration de la démocratie au Mali, seule la moitié des habitants est satisfaite des progrès réalisées. 50% de la population trouvaient que l'état de la démocratie s'est amélioré et 27% trouvent qu'il est resté identique.

Tableau N°14 : Démocratie au Mali depuis la moitié des années 1990

	Sexe			Quintile de revenu				
	Masc.	Fém.	Total	1	2	3	4	5
Améliorée	51,8	49	50,4	48,0	46,9	47,1	51,1	57,0
Identique	26,5	27,1	26,8	29,9	34,4	27,1	25,6	22,3
Dégradée	21,7	23,9	22,8	22,1	18,8	25,8	23,3	20,7

Les principes démocratiques sont bien connus et leur importance est reconnue par la majeure partie de la population de la capitale. Près de neuf habitants sur dix reconnaissent l'importance des libertés élémentaires.

Plus de 77% de la population de la capitale sont favorables à la démocratie au Mali et **57%** approuve son fonctionnement. Notons cependant que seuls **14,4%** des habitants trouvent que la démocratie malienne fonctionne très bien. Si 23% de la population désapprouvent l'instauration de la démocratie, c'est plus de 40% qui dénoncent son fonctionnement en 2001.

Tableau N°15 : Appréciation et fonctionnement de la démocratie

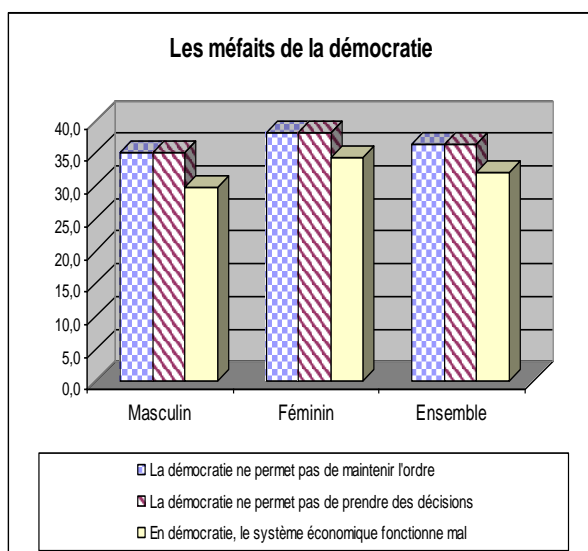
	Sexe			Quintile de revenu				
	Masc.	Fém.	Total	1	2	3	4	5
Favorable à la Démocratie								
Oui, très bien	37,2	27,8	32,7	33,4	18,8	27,7	29,1	39,5
Oui, plutôt bien	41,6	47,5	44,4	44,8	59,4	46,3	45,3	41,0
Non, pas vraiment	11,2	13,3	12,2	10,7	9,4	15,7	14,0	10,3
Non, pas du tout	9,9	11,4	10,7	11,0	12,5	10,3	11,5	9,1
Fonctionnement de la démocratie au Mali								
Oui, très bien	16	12,7	14,4	14,6	15,6	15,0	13,9	14,0
Oui, plutôt bien	42,6	44,2	43,3	44,5	46,9	40,8	43,3	44,4
Non, pas vraiment	24,9	26	25,4	24,8	21,9	27,3	25,5	24,6
Non, pas du tout	16,5	17,1	16,8	16,1	15,6	16,9	17,3	17,0

La population reste dubitative sur l'instauration de la démocratie car plus du tiers trouve que la démocratie ne favorise pas le maintien de l'ordre public, rend difficile les prises de décision et entrave le développement économique

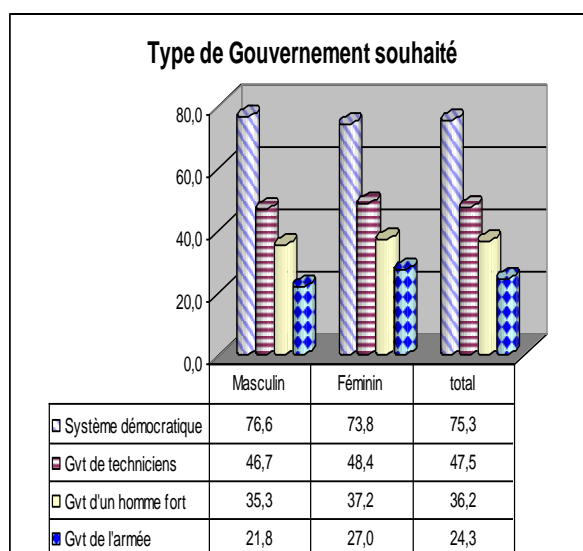
En fait, l'opinion publique approuve les vertus de la démocratie et répugne aux types de gouvernement qui ne favorisent pas cette démocratie. Autant trois quarts de la population approuvent un système démocratique, autant la même proportion condamne le pouvoir entre les mains de l'armée.

La démocratie suppose une plus grande implication de la population à la gestion du développement économique et social du pays. La décentralisation est l'un des moyens les plus appropriés pour l'Etat de céder une partie de ces pouvoir aux représentants de la population pour initier, réaliser et suivre les actions de développement qui touchent directement la vie d'une collectivité.

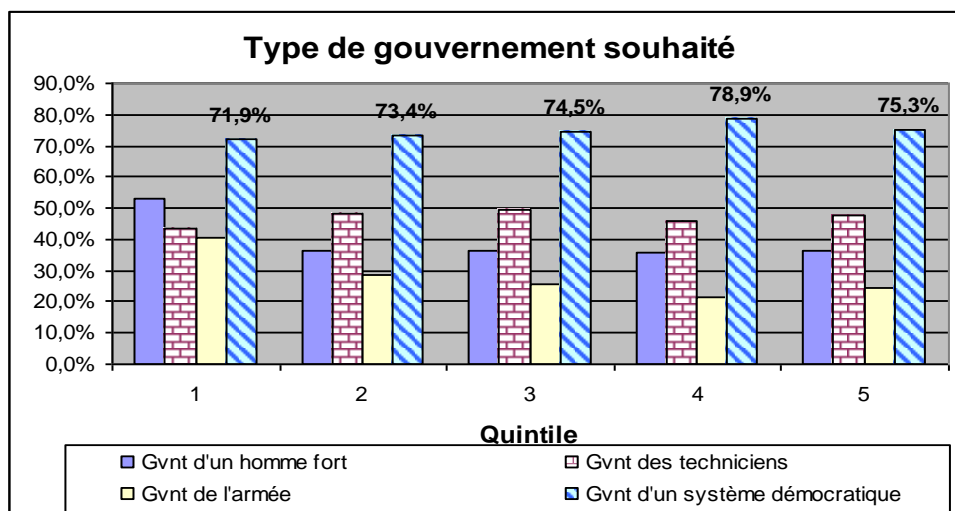
Graphique : N°9



Graphique : N°10



Graphique : N°11



Les habitants de la capitale sont favorables à la décentralisation. Près de sept personnes sur dix sont favorables à la mise en œuvre de cette politique, qui selon **68,4%** des population, permet une meilleure prise en compte des demandes des citoyens. Plus de 30%

désapprouvent la décentralisation, au motif qu'elle donne lieu aux injustices des autorités locales ou qu'elle n'apporte aucun changement dans la vie quotidienne des populations.

Tableau N°16 : La décentralisation pour les Bamakois

	Sexe		total	Quintile de revenu				
	Masc.	Fém.		1	2	3	4	5
Favorable politique de décentralisation	70,7	67,6	69,2	69,2	68,8	66,7	68,7	72,6
Meilleure prise en compte demandes citoyens	69,5	67,1	68,4	67,9	68,8	68,2	68,1	70,0
Injustice des autorités locales	15,7	14,4	15	14,5	12,5	16,3	16,1	14,0
Aucun changement	14,8	18,5	16,6	17,6	18,8	15,4	15,8	16,0

Il apparaît que l'approbation des notions de «démocratie » et de «décentralisation» est directement liée au niveau d'instruction de la population. Cela pourrait s'expliquer soit par les bénéfices que les uns et les autres tirent de ces politiques en fonction du rôle qu'ils jouent, ou de l'intensité des besoins ressentis par chaque groupe. Il est vrai, que les moins instruits sont rarement des responsables politiques ou administratifs. Par conséquent, l'intérêt qu'ils peuvent trouver dans la mise en œuvre de la Démocratie et la Décentralisation, serait le changement qu'ils constatent dans leurs conditions de vie de tous les jours. Or , il s'avère que les mauvaises habitudes persistent : corruption, absentéisme, injustice sociale,. Donc, la population à la base se pose à raison, des questions sur l'opportunité du changement politique opéré.

En résumé, 75%, soit trois quarts des habitants de la ville de Bamako sont favorables à la démocratie et 70% à la décentralisation. 57% trouvent que la démocratie malienne fonctionne bien. Cette population reste cependant dubitative sur certains effets de la démocratie et de la décentralisation, notamment les difficultés de maintien de l'ordre public et les injustices des autorités locales qui sont des entraves au développement économique.

3. LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

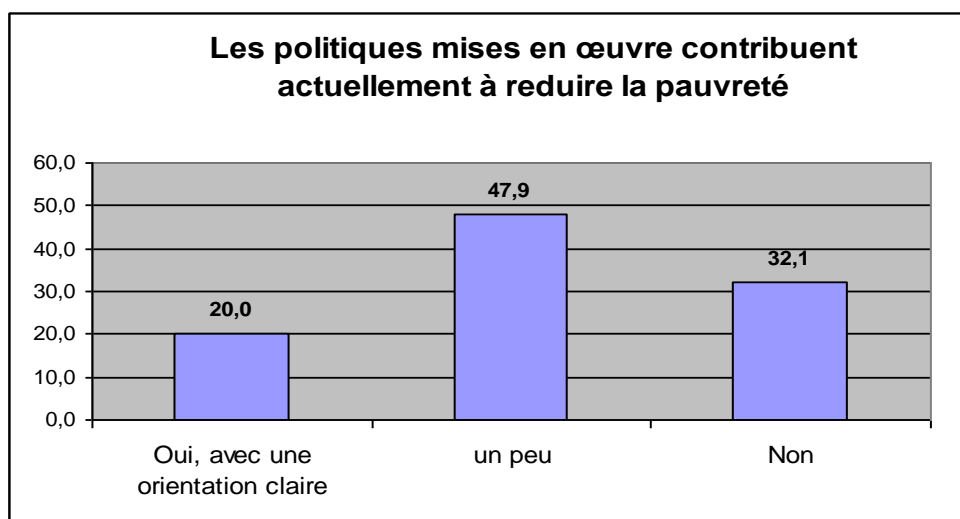
Les Gouvernements africains considèrent la lutte contre la pauvreté comme la première priorité de leurs politiques de développement. Sous l'impulsion de la Banque Mondiale, le Mali à l'instar des autres États a élaboré son Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP final), adopté par le Conseil des Ministres en sa session du 29 mai 2002. Ce document qui est désormais le cadre unique de référence des politiques et stratégies de développement du Mali devait être préparé suivant un large processus participatif. L'enquête (module « *Différente Dimensions de la pauvreté* ») a révélé l'état de connaissance du CSLP par la population et sa participation dans sa conception.

Il apparaît que **88,2%** des ménages considèrent que la lutte contre la pauvreté est une priorité pour le Mali mais seulement **22,5%** étaient informés du processus d'élaboration du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) en fin 2001 et moins de **3%** ont participé à son élaboration.

La population de Bamako, dans sa grande majorité se montre dubitative quant aux politiques mise en œuvre pour lutter contre cette pauvreté. L'enquête révèle que seul un Bamakois sur cinq est optimiste sur les orientations du CSLP. Par contre, près du tiers de la population doute que les politiques mises en œuvre puissent réduire la pauvreté. En réalité la majeure partie de la population n'a pas une opinion claire sur ces politiques, dans la mesure où comme

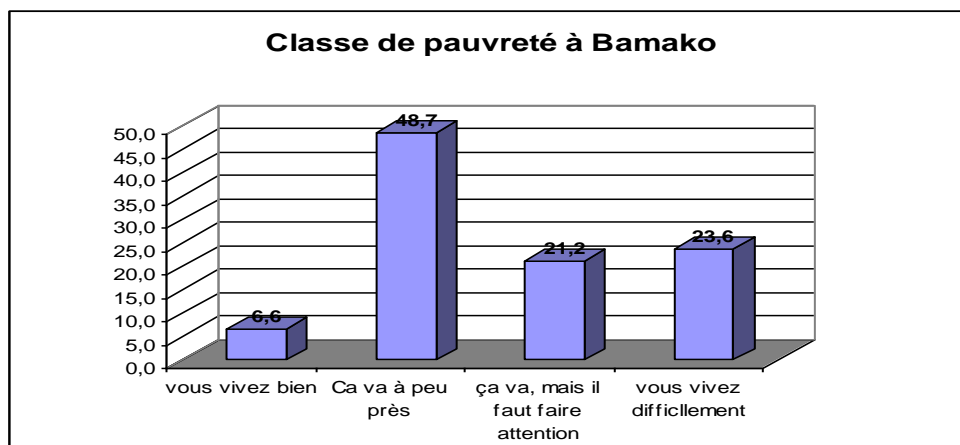
nous l'avons vu près de 80% de cette population ignorent le contenu du CSLP, qui était en phase de finalisation en fin 2001.

Graphique : N°12



Le Module ad hoc de l'enquête 1-2-3, qui a permis de collecter les informations sur la démocratie et la gouvernance, a également permis de connaître l'opinion des populations sur la pauvreté. Nous l'avons appelé la « pauvreté qualitative ». Ce chapitre sera consacré à l'interprétation des résultats de cette enquête.

Graphique : N°13



Il est assez important de comprendre l'opinion de la population sur ses conditions de vie. Plus de **23,6%** de la population de Bamako considèrent vivre difficilement. Si l'on considère cette tranche de la population comme pauvres, on constate que ces résultats sont en deçà de ceux de l'EMEP (voir encadré), qui donne **27,5%** comme incidence de la pauvreté. Ces deux résultats restent tout de même dans le même ordre de grandeur, tant il est difficile de comparer les indicateurs obtenus par un calcul de revenu à ceux d'une enquête d'opinion

Quelques résultats de l'EMEP :

La pauvreté est définie comme un état de privation à long terme de biens ou de services jugés adéquats pour vivre décemment dans une communauté donnée. Le rapport de synthèse de l'Enquête Malienne sur l'Evaluation de la Pauvreté (EMEP) 2001, indique que le diagnostic de la pauvreté en Afrique a permis de distinguer trois formes de pauvreté qui sont :

- La pauvreté de condition de vie ou pauvreté de masse, qui se traduit par une situation de manque dans les domaines relatifs à l'éducation, la santé, l'emploi, le logement, etc. ;*
- La pauvreté monétaire ou de revenu qui exprime une insuffisance de ressources engendrant une consommation insuffisante ;*
- La pauvreté de potentialité caractérisée par le manque de capital (accès à la terre, aux animaux, aux équipements, etc.*

Les résultats de cette enquête qui s'est déroulée la même année que notre étude, révèlent que la pauvreté de masse touche 64% de la population malienne en 2001. Le district de Bamako affiche une incidence de pauvreté de masse de 29%.

Le seuil de pauvreté représente le niveau de consommation au dessous duquel nous considérons que les individus sont pauvres. Le seuil est exprimé sous forme d'une capacité monétaire minimale (pouvoir d'achat) qui permet de satisfaire les besoins élémentaires de consommation. Les résultats de l'EMEP ont permis de fixer le montant monétaire annuel pour couvrir les besoins alimentaires et non alimentaires à 144.022 francs CFA par tête et par an.

A partir des revenus des ménages, la population malienne a été classée en quatre catégories :

- Moins pauvres,*
- Vulnérables,*
- Pauvres,*
- Très pauvres.*

La part de la population malienne qui consomme annuellement l'équivalent de moins de 144.022 francs CFA et qui se trouve de ce fait classée comme pauvre s'élève à 68,3%, dont 55,1% sont très pauvres. A Bamako, le niveau de ces indicateurs est respectivement de 27,5% et 13,6%.

L'enquête EMEP ne s'est pas intéressée à la troisième forme de pauvreté (pauvreté de potentialité). Cette 3^{ème} forme exigerait l'évaluation des potentialités de toutes les localités nationales.

L'enquête a révélé que six préoccupations retiennent l'attention de plus de la majorité de la population : Il s'agit de :

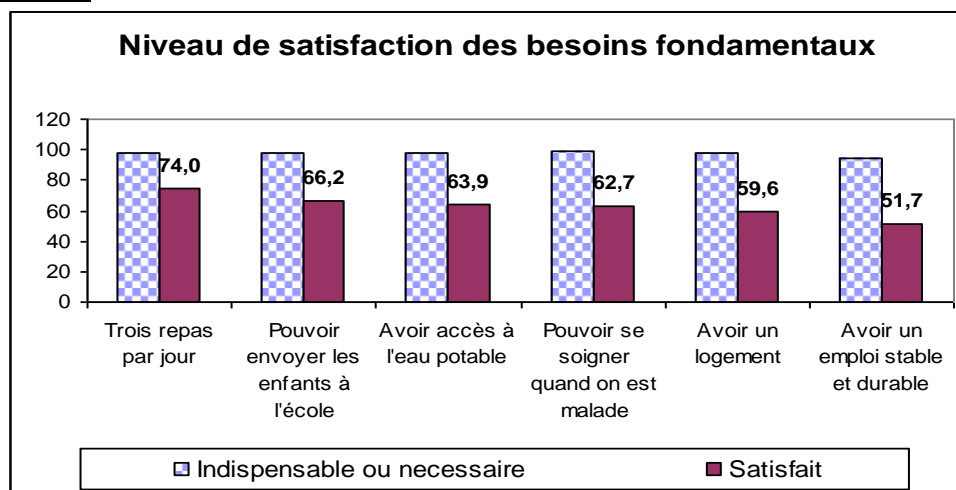
- des problèmes de nutrition,
- des problèmes d'accès à l'eau,
- des problèmes de santé,
- des difficultés d'emploi ;
- des problèmes de logement ;
- et les contraintes liées à l'accès des enfants à l'éducation.

Tableau N°17 : Déterminants de la pauvreté et satisfaction des besoins

Préoccupations de la population de Bamako	Part population
Besoins indispensables	
Avoir accès à l'eau	72,9
Pouvoir se soigner quand on est malade	71,2
Avoir un travail stable et durable	68,4
Avoir un logement	66,6
Pouvoir envoyer les enfants à l'école	61,5
Prendre trois repas par jour	59,3
Besoins non indispensables	
Ne pas travailler nuit et jour	25,0
Ne pas avoir trop d'enfants	16,7
Avoir un logement plus spacieux	13,0
Manger des légumes tous les jours	10,9
Avoir des tables et des lits dans la maison	10,9
Prendre des vacances une fois par an	10,7

Le niveau de satisfaction des besoins fondamentaux est présenté dans le graphique ci-après :

Graphique : N°14



Notons, que **26%** des ménages déclarent ne pas pouvoir prendre trois repas par jour. Ce chiffre est d'ailleurs très proche de ceux qui se déclarent pauvres (**23,6%**) dans notre enquête et encore plus proche des **27,5%** de pauvres obtenus par l'EMEP. « *Ne pas pouvoir prendre trois repas par jour* » se révèle du coup comme l'indicateur déterminant de pauvreté au Mali.

Les non satisfaits en matière d'accès à l'éducation pour leurs enfants, à l'eau et à la santé sont respectivement de 42,8%, 46,1% et 47,3%.

Par contre, certains besoins comme prendre des *congés annuels*, *avoir des meubles à la maison*, *manger des légumes*, *etc.* ne sont pas considérés comme indispensables pour une bonne partie de la population.

En demandant aux ménages de se comparer au reste de la population pour choisir leur quintile d'appartenance selon son niveau de vie nous obtenons les résultats suivant :

- 5,1% de la population de Bamako considèrent appartenir à la classe des riches ou des moyennement riches,
- près de 38% considèrent que leur niveau de vie se situe dans une tranche moyenne
- et 57% pensent qu'ils appartiennent à la classe des pauvres.

Le décalage de ces résultats avec le premier classement peut s'expliquer par le seuil de pauvreté monétaire que se fixent les uns et des autres. En effet, 50% des ménages, considèrent qu'avec 75.000 francs CFA par mois, ils pensent vivre décemment. Ce qui correspond à une dépense moyenne annuelle par ménage de 900.000 francs CFA, soit 150.000 francs CFA par personne et par an⁴. Les résultats de l'EMEP ont montré que les Bamakois ont dépensé 309.000 francs CFA par tête en 2001. Seuls 5% de la population estiment leurs besoins de revenu à 300.000 francs Cfa et plus pour vivre décemment.

Il apparaît que la population de Bamako ne semble pas avoir une idée bien précise de son niveau de revenu qu'elle sous évalue. L'enquête révèle que 24% de la population arrivent à mettre un peu d'argent de côté et 43% arrivent à vivre sans s'endetter ou sans tirer sur leurs réserves. Ainsi 67%, soit les deux tiers de la population s'en tirent plutôt bien, contre 33% qui vivent dans une situation financière plutôt précaire.

Tableau N°18 : Répartition des ménages selon la situation financière

Opinion de la population sur leur situation financière	Part de la population (en %)
Arrive à mettre pas mal d'argent de côté	2,5
Arrive à mettre un peu d'argent de côté	21,4
Maintien tout juste l'équilibre	43,2
Obliger de tirer sur ses réserves	10,6
Obliger de s'endetter	22,3
Total	100,0

Si nous rapprochons ces résultats des premiers, il en résulte que ce sont les 22,3% de la population qui s'endettent assez souvent pour vivre, qui sont en réalité pauvres. Ce chiffre rejoint les 23,6% obtenus dans le classement par revenu.

La difficulté d'appréciation exacte du niveau de revenu, pourrait s'expliquer par l'instabilité des revenus. En effet, plus de 80% des ménages considèrent que leur niveau de revenu est instable et 32% pensent qu'il est même très instable.

La proportion de ménages qui considèrent que leur niveau de vie s'est dégradé en 2001 par rapport à l'année précédente (36 %) est supérieure à celle de ceux qui considèrent qu'il s'est

⁴ La taille moyenne des ménages est de 6 personnes

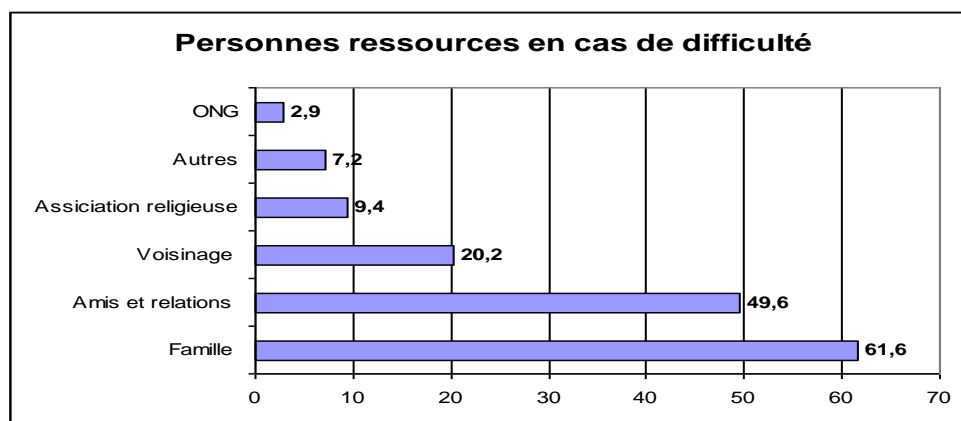
amélioré (19,2 %). Le solde d'opinion sur cette question est négatif de -16,8 %. La perception est encore plus pessimiste en ce qui concerne le niveau de vie des autres

Si près du quart de la population de la ville de Bamako est considéré comme pauvre, il apparaît que près du tiers sont dans des conditions financières difficiles, dont 22% sont obligés de s'endetter pour survivre. Cette tranche de la population bénéficie en réalité des appuis de la société sous forme de prêts ou de subventions. La solidarité malienne se manifeste d'ailleurs plus sous forme d'aide que de prêt.

Tableau N°19 : Conditions de vie des ménages de Bamako en 2001

Opinions de l'évolution du niveau de vie des ménages	Niveau de vie du ménage	Niveau de vie en général
Améliorer	19,2	13,1
Maintenu	44,8	46,2
Dégradé	36,0	40,7
Total	100,0	100,0

Graphique : N°15



L'enquête a révélé qu'en cas de difficulté, le cercle familiale demeure le premier recours pour 61,6% des ménages. Pour près de la moitié des ménages (49,6%) les amis et relations constituent le deuxième moyen de recours. L'appui des associations et autres organismes d'appui, tel que les banques reste très limité auprès des ménages.

En résumé, près de neuf habitants sur dix de la ville de Bamako considèrent que la lutte contre la pauvreté est une priorité pour le Mali. Près du quart de la population vivent difficilement. L'enquête a révélé, que l'indicateur le plus significatif pour mesurer l'état de pauvreté est « la pris de trois repas par jour ». 26% des ménages déclarent ne pas pouvoir prendre trois repas par jour et 22,3% sont obligés de s'endetter assez souvent et essentiellement auprès des parents ou des amis, pour vivre.

CONCLUSIONS

Avec l'avènement de la démocratie en 1991, l'Ecole et la Santé ont connu de véritables mutations liées à l'essor des entreprises privées et associatives. Celles-ci contribuent de plus en plus à la satisfaction des besoins fondamentaux de nos populations.

Pour rendre la société malienne plus juste, les habitants de la capitale préconisent dans l'ordre de priorité, :

- la reconnaissance des gens par le mérite,
- la garantie des besoins de base,
- l'élimination des inégalités de revenu.

Au faite, 89% des enquêtés pensent, qu'il est possible d'éliminer les inégalités de revenu, 94% croient à la possibilité de satisfaire aux besoins de base de la population et à la mise en place d'un système de reconnaissance selon les mérites.

L'enquête a permis de cerner la vision prospective des Bamakois pour les 10 prochaines années. La première priorité pour les enquêtés est le maintien de l'ordre public dans le pays. La deuxième priorité est la lutte contre la hausse des prix. En terme de première et deuxième priorité, il apparaît, que ces deux besoins constituent les préoccupations essentielles de 80% des populations enquêtées. Autant le malien est jaloux de sa sécurité, autant il constate que son pouvoir d'achat est fragile. Les Bamakois souhaitent préserver tout d'abord la paix et la quiétude, avant de défendre le pouvoir d'achat.

Les problèmes de Gouvernance et de Démocratie mesurés à travers les phénomènes de « participation des citoyens aux affaires publiques » et de « liberté d'expression », sont considérés pour moins de 15% de la population comme première priorité, et pour moins de 35%, comme deuxième priorité.

Tableau N° 20: Priorité de la population au cours des 10 prochaines années

	Sexe			Quintile de revenu				
	Masc.	Fém.	Total	1	2	3	4	5
1ères priorités								
Maintenir l'ordre dans le pays	56,8	56,8	56,8	58,4	50,0	52,1	56,1	59,6
Combattre la hausse des prix	28,3	33,6	30,9	28,5	34,4	37,5	31,6	27,6
Augmenter la participation des citoyens	11,1	7,2	9,2	9,5	9,4	8,4	9,3	9,5
Garantir la liberté d'expression	3,7	2,5	3,1	3,7	6,3	2,0	3,0	3,3
2èmes priorités								
Maintenir l'ordre dans le pays	22,7	25,0	23,8	22,2	31,3	26,7	26,0	21,4
Combattre la hausse des prix	43,3	46,6	44,9	45,5	50,0	42,2	46,7	44,4
Augmenter la participation des citoyens	21,4	19,5	20,5	19,4	9,4	23,0	19,6	21,3
Garantir la liberté d'expression	12,5	8,9	10,8	13,0	9,4	8,0	7,7	13,0

En définitive, les résultats de cette enquête nous enseignent à bien des égards sur l'opinion de la population de la capitale sur l'état de la démocratie et de la gouvernance au Mali.⁵

⁵ L'ambiguïté de certains résultats peut être attribuée aux faiblesses du questionnaire. Bien de concepts utilisés sont abstraits (droit de l'homme, gauche-droite, transparence des politiques, etc.). Des traductions de certains concepts ont été effectuées lors de la formation des enquêteurs. Ces efforts n'ont pas empêché les différentes interprétations de certaines notions par les enquêteurs qui avaient en charge la traduction du questionnaire en

L'administration malienne souffre indéniablement d'un déficit de communication qui explique la critique un peu systématique envers la corruption, la transparence dans la gestion des affaires économiques ou la prise en compte des aspirations des populations dans la formulation des politiques économiques.

La faiblesse du niveau de participation aux élections s'explique en grande partie par la non inscription des citoyens sur la liste électorale. L'enquête révèle que plus du tiers des habitants n'a pas été inscrit. En réalité, c'est tout l'aspect organisationnel des élections qui est en cause (non inscription, problème de distribution de carte d'électeur, difficultés d'accès aux bureaux de vote, etc.) et qu'il convient de revoir pour améliorer la participation des citoyens aux élections .

Une large diffusion de ces résultats auprès des populations semble aujourd'hui indispensable pour remercier ces habitants de leurs efforts de participation à ces différentes enquêtes. Une nouvelle enquête permettra non seulement d'améliorer et d'adapter les questionnaires, mais aussi d'apprécier l'évolution des différents indicateurs.

bambara auprès des populations. Ainsi, certaines questions très liées ont donné des résultats divergents. Il conviendrait de noter ces questions afin d'améliorer les formulations dans les prochaines opérations.